

DES MILLIERS D'EMPLOIS SONT MENACÉS DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Le projet de loi des Finances porté par le gouvernement Barnier, c'était -25% budget ESS !

Si ce budget était passé, il aurait menacé 186 000 emplois dans l'économie sociale et solidaires. Alors que le secteur est déjà marqué par le sous-financement et la précarité, une telle saignée représenterait un gigantesque plan social déguisé.

La chute du gouvernement Barnier représente donc un premier coup d'arrêt à cette casse. Mais rien n'est cependant définitivement réglé !

Le président Macron, dans son allocution du 5 décembre 2024, a ouvert la voie à une loi des finances spéciales qui reconduirait le budget 2024. Avec l'explosion du prix de l'énergie et sans revalorisation des lignes de crédits, si le pire du budget Barnier est évité, cela signifie tout de même un impact délétère sur les structures associatives

C'est donc tout une orientation politique avec laquelle il faut rompre. Car cette orientation met à mal tout le système pour plus de profits pour les riches aux dépens des autres. Salarié·es précaires, habitant·es, enfants qui tous vont pâtir **des baisses de financement dans les assos.**

Que feront les parents lorsque
le périscolaire sera fermé, les
assos de loisirs, les bibliothèques
associatives, les clubs sportifs ?



A l'heure où la transition écologique est une nécessité absolue, l'impact dramatique sur les associations de défense de l'environnement qu'une telle politique devrait également alerter l'ensemble de la population !

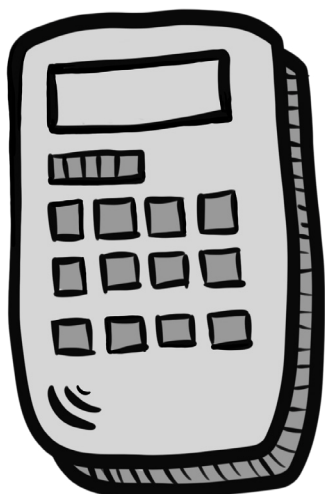
Les associations ont une utilité sociale importante, particulièrement dans les zones rurales ou les quartiers populaires et bien souvent compensent les manques de l'état via les délégations de services.

L'enveloppe dédiée aux postes FONJEP, qui garantit une certaine continuité de financement des postes éducatifs populaires, est toujours insuffisante. La valorisation des unités FONJEP à 7 164€/an n'a pas été revue depuis 20 ans.

Pour te défendre, ne reste pas seul·e, syndique toi CGT

***cgteducpop@ferc-cgt.org
www.educpop.ferc-cgt.org***

Cette situation est d'autant plus scandaleuse que le SNU capte toujours 160 millions d'euro au détriment des projets d'éducation populaire. Le projet Barnier prévoyait même de consacrer 20 millions de plus à ce dispositif, un gaspillage total de l'argent normalement affecté à l'éducation populaire pour un dispositif l'embrigadement de la jeunesse.



La baisse du financement des collectivités territoriale a également de fortes conséquences en territoire : la région pays de Loire par exemple a annoncé en novembre la suppression de 100% des subventions aux associations, et 70% baisse dans la culture.

Cette situation n'est pas un cas isolé et de nombreux départements et régions se retrouvent en difficulté. Les communes et les EPCI ne pourront pas compenser puisque eux même sont mis à mal !

Combien faudra t-il de fermetures d'associations, de salarié·es sur le carreau pour qu'on se rende compte de l'utilité sociale de nos structures ?



Même si le gouvernement a été censuré et que le PLF 2025 tombe ainsi, il faut rester mobilisé contre la casse des associations par les suppressions de subventions de la part des collectivités locales et de l'État. Un véritable changement de politique doit avoir lieu suite à cette censure.

La CGT Educ'pop appelle donc chacun et chacune à se mobiliser et dépose un préavis de grève à compter du 10 novembre, pour les 3 prochains mois, afin de permettre les mobilisations partout où c'est nécessaire

**FACE AUX SUPPRESSIONS DE FINANCEMENT ET AUX LICENCIEMENTS
NE RESTE PAS SEUL·E, CONTACTE LA CGT EDUC POP ET SYNDIQUE-TOI**

!

cgteducpop@ferc-cgt.org